

F A I R E R E S P E C T E R

L E S D R O I T S F O N C I E R S

P O U R M E T T R E F I N À

L A D É F O R E S T A T I O N

27 janvier 2022

Cher.e.s décideurs européens,

Nous, les **22** associations de peuples autochtones et de communautés locales ayant des droits fonciers coutumiers dans **33** pays, soutenues par **169** organisations de la société civile travaillant dans les domaines des droits humains et de l'environnement, vous écrivons pour vous exhorter **à incorporer une obligation pour les entreprises de respecter les droits fonciers dans le cadre de le règlement de l'UE sur les produits exempts de déforestation.**

Nous saluons le projet de règlement visant à restreindre les importations liées à toute déforestation. Cependant, **l'approche de la Commission risque d'échouer si elle ne protège pas simultanément les droits de propriété d'occupation coutumiers des peuples autochtones et des communautés locales**, qui sont parmi les protecteurs les plus efficaces des forêts. Nous comptons sur vous pour combler cette lacune importante de la proposition de la Commission.

Dans le monde entier, les peuples autochtones et les communautés locales titulaires de droits de propriété et d'occupation coutumiers ont été et continuent d'être dépossédés ou privés de leurs droits sur leurs terres, et sont aussi attaqués, menacés et tués pour avoir défendu leurs territoires, et souvent pour avoir résisté aux activités commerciales des Etats et des multinationales. En soi, la lutte contre ces abus est une question urgente relative aux droits humains. Le rôle important que jouent ces communautés pour le climat mondial ne fait qu'ajouter à cette urgence.

Les preuves de ce rôle sont solides. Quel que soit le pays, les taux de déforestation sont moindres sur les terres détenues et gérées en toute sécurité par les peuples indigènes et les communautés tributaires de la forêt. En Amazonie bolivienne, le taux de déforestation sur les terres détenues en toute sécurité par les peuples indigènes représente environ 35% de ce qu'il représente pour d'autres régions comparables ; au Brésil, il est de 40% et en Colombie, de la moitié. Des études menées dans des pays d'Asie et d'Afrique reflètent cette tendance

et suggèrent que le renforcement des droits des communautés sur leurs terres conduit également à la régénération des forêts dégradées. En 2019, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a également constaté que « *les programmes d'attribution et de reconnaissance des titres fonciers, en particulier ceux qui autorisent et respectent la propriété indigène et communautaire, peuvent conduire à une meilleure gestion des forêts, notamment pour le stockage du carbone* ».

Compte tenu des liens entre la prospérité des forêts et la protection des droits, nous pensons que l'intégrité et l'efficacité du règlement de l'UE dépendront de sa capacité à tenir les entreprises responsables de leur engagement à respecter les droits de propriété et les droits fonciers des communautés et à identifier et traiter les risques d'abus contre les défenseurs des forêts, comme le prévoit la résolution du Parlement européen. Cela permettrait aussi de faire progresser la mise en œuvre du Plan d'action de l'UE pour les droits de l'homme et la démocratie 2020-2024, dont les objectifs déclarés incluent le soutien et la protection des défenseurs des droits fonciers, des questions environnementales et des droits des peuples autochtones, ainsi que le soutien des peuples autochtones en « *défendant le principe d'un consentement préalable, libre et éclairé pour toutes les décisions les concernant* ».

Concrètement, nous demandons l'inclusion de dispositions strictes sur les produits exempts de déforestation dans le règlement de l'UE, qui obligent les entreprises à respecter le droit des défenseurs des forêts à accomplir leur mission sans subir de représailles et à respecter les droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales, conformément aux normes internationales en matière de droits humains.

Le World Resources Institute a estimé que 65% de l'ensemble des terres de la planète sont utilisées et gérées de manière communautaire, ce qui représente plus de 2,5 milliards de personnes. Pourtant, seules 10% des terres dans le monde sont reconnues par des lois écrites comme appartenant à ces communautés, et 8% sont désignées par les gouvernements comme des terres communautaires. L'immense majorité des terres détenues de manière coutumière par les peuples autochtones et les communautés locales ne sont donc pas encore reconnues sur le papier par les lois locales. En outre, de nombreuses dispositions légales ne reflètent toujours pas la loi et les normes internationales relatives aux droits fonciers des peuples autochtones et des communautés locales. Ce manque de clarté rendra la compréhension et la mise en œuvre de leurs obligations dans le cadre de la législation européenne plus difficile pour les entreprises et autorités compétentes de l'UE.

Afin de s'assurer que les attentes vis-à-vis des entreprises sont claires, et de faciliter la mise en œuvre par les autorités de l'UE et des États membres, nous demandons ce qui suit :

1. **Le règlement devrait explicitement exiger que les entreprises mettant des produits sur le marché de l'UE respectent les droits fonciers coutumiers, comme l'exigent le droit et les normes internationaux.**¹ Cela permettrait également d'atténuer l'impact des divers reculs réglementaires nationaux sur les protections des droits des peuples dépendant de la forêt, à l'instar du projet de loi omnibus 2020 en Indonésie qui affaiblit les protections juridiques existantes pour les organisations autochtones, ou des efforts déployés par le gouvernement brésilien pour limiter arbitrairement la capacité des peuples autochtones à récupérer les territoires traditionnels dont ils ont été chassés par la force.
2. Afin de respecter ces droits, le règlement devrait exiger que les entreprises mettant des produits sur le marché de l'UE veillent à ce que leurs fournisseurs **consultent véritablement les communautés concernées et qu'elles obtiennent le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones et des communautés locales ayant des droits fonciers coutumiers**, lorsque l'activité de l'entreprise a un impact sur leurs droits de propriété, d'occupation et d'accès. Elles doivent aussi **identifier et corriger les impacts négatifs réels et les risques que leurs activités font peser sur les défenseurs de la forêt**.
3. Pour soutenir la mise en œuvre de ces obligations, **l'Observatoire de l'UE envisagé par la Commission européenne devrait également superviser le respect des droits fonciers**, par exemple en superposant les données de déforestation par satellite aux registres fonciers nationaux et aux données générées par la société civile et les communautés locales sur la délimitation des territoires traditionnels. L'Observatoire de l'UE devrait également être en mesure de recevoir et d'enquêter sur des cas spécifiques de non-conformité soulevés par des tiers.
4. Enfin, **la Commission devrait tenir compte des informations relatives aux violations des droits fonciers en lien avec l'agriculture industrielle, et aux violences commises à l'encontre des défenseurs des forêts, lorsqu'elle détermine le niveau de risque attribué à un pays producteur**.

En fin de compte, la principale obligation de défendre les droits des peuples autochtones et des communautés locales incombe aux États dans lesquels ils vivent. Cependant, tous les

1. Y compris le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, et autres

États ont l'obligation de réglementer les acteurs privés, notamment en les tenant pour responsables des dommages qu'ils génèrent chez eux et à l'étranger. En adoptant une législation européenne qui exige des entreprises qu'elles prennent également leur part de responsabilité, et en les tenant pour responsables en cas de manquement à leurs obligations, l'Union européenne pourrait jouer un rôle essentiel dans la transformation du système d'incitations économiques et dans la réduction des atteintes aux droits humains qui alimentent la déforestation liée à la production de denrées agricoles dans le monde entier.

Nous vous invitons donc instamment à améliorer la proposition de réglementation de la Commission européenne en plaçant au cœur de celle-ci les droits des peuples autochtones et des communautés locales.

Cordialement,

Au nom de

Associations de peuples autochtones et de communautés locales:

- *Asia Indigenous Peoples Pact - Pacte des peuples autochtones d'Asie (Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Laos, Japon, Malaysia, Birmanie, Népal, Philippines, China/Taiwan, Thaïlande, Timor Leste, Vietnam)*
- *Articulação dos Povos Indígenas do Brasil - Articulation des peuples autochtones du Brésil (Brésil)*
- *Dynamique des Groupes des Peuples Autochtones (RD Congo)*
- *Aliansi Masyarakat Adat Nusantara - Alliance des peuples autochtones de Nusantara (Indonésie)*
- *Federação dos Povos Indígenas do Estado do Pará - Fédération des peuples autochtones de l'État du Pará (Brésil)*
- *Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques - Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama)*
- *Resguardo Naexal Lajt (Colombie)*
- *Resguardo Wounaan Nonam Puerto Pizarro (Colombie)*
- *Réseau Des Populations Autochtones Et Locales Pour La Gestion Durable Des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, République Centre Africaine, RD Congo, Tchad, Rwanda)*
- *Asociación Consejo Regional Pueblo Nasa del Putumayo Kwe'sx Ksxa'w - Association Conseil Régional Nasa Peuple de Putumayo Kwe'sx Ksxa'w (Colombie)*
- *Association des Femmes Peuples Autochtones du Tchad (Tchad)*
- *Consejo Comunitario de Cabeceras - Conseil communautaire de Cabeceras (Colombie)*
- *Consejo Comunitario del Río Naya - Conseil communautaire de Naya Rivera (Colombie)*
- *Asociación Ancestral Indígenas del Bajo Atrato - Association autochtone ancestrale du Bajo Atrato (Colombie)*
- *Consejo Comunitario la Caucana Buenaventura - Conseil communautaire de La Caucana Buenaventura (Colombie)*
- *Coordenação das Organizações Indígenas da Amazônia Brasileira - Coordination d'Organisations Autochtones de l'Amazonie Brésilienne (Brésil)*
- *Synergie Nationale des Paysans et Rivérains du Cameroun (Cameroun)*
- *Consejo Comunitario Mujeres afro "Elida Brito" Monguí - Conseil communautaire des femmes afro « Elida Brito » Monguí (Colombie)*
- *Federation of Community Forestry Users Nepal - Fédération des utilisateurs de la foresterie communautaire Népal (Népal)*
- *Ogiek Peoples' Development Program - Programme de développement des peuples Ogiek (Kenya)*
- *Articulação Pacari Raizeiras do Cerrado - Articulation des Pacari Raizeiras du Cerrado (Brésil)*
- *Organización Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú - Organisation nationale des femmes autochtones andines et amazoniennes du Pérou (Pérou)*

ONGs

Internacional:

- *Client Earth*
- *Earth sight*
- *Environmental Investigation Agency - Agence d'investigation environnementale*
- *Fern*
- *FIAN International*
- *Forest Peoples Programme - Programme pour les peuples des forêts*
- *Global Forest Coalition - Coalition mondiale des forêts*
- *Global Justice Ecology Project - Projet écologique de justice globale*
- *Global Witness*
- *Human Rights Watch*
- *International Federation for Human Rights - Fédération internationale des droits de l'homme*
- *Land Rights Now*
- *Mighty Earth*
- *Peace Brigades International - Brigades de Paix Internationales*
- *Rainforest Alliance*
- *Rights and Resources Initiative - Initiative sur les droits et les ressources*
- *TINTA – The Invisible Thread - Le fil invisible*
- *Water Justice and Gender - Justice et genre dans le domaine de l'eau*

Afrique:

- *Action pour le Développement et la protection de la famille (Côte d'Ivoire)*
- *Africa Europe Faith & Justice Network - Réseau Foi et Justice Afrique Europe*
- *Agroécologie (Côte d'Ivoire)*
- *Appui pour la Protection de l'Environnement et le Développement (Cameroun)*
- *Association Global Action for Sustainable Development - Association Action Globale pour le Développement Durable (Côte d'Ivoire)*
- *Centre pour l'Environnement et le Développement (Cameroun)*
- *CERPAC (République du Congo)*
- *Civic Response - Réponse civique (Ghana)*
- *Coalition Pour La Sécurisation Des Terres De l'Ouest (Côte d'Ivoire)*
- *Conseil Universel en Agriculture, Qualité et Environnement (Côte d'Ivoire)*
- *Coordination des ONG et association Exerçant dans le département de Danané (Côte d'Ivoire)*
- *Ecosystem Based Adaptation for Food Security Assembly Côte d'Ivoire - Adaptation écosystémique pour la sécurité alimentaire Assemblée Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire)*
- *Forêts et Développement Rural (Cameroun)*
- *Front Commun pour la Protection de l'Environnement et des Espaces Protégés (RD Congo)*
- *Génie Ivoirien pour les Sciences Pratiques Japonaises Adaptées au Développement de l'Afrique (Côte d'Ivoire)*
- *Green Development Advocates - Défenseurs du développement vert (Cameroun)*
- *International Friendship Service - Service d'amitié internationale (Côte d'Ivoire)*
- *La Terre Ne Trahit Jamais (Côte d'Ivoire)*
- *Marie-Esther Foundation – Fondation Marie-Esther (Côte d'Ivoire)*
- *Nos enfants, notre Avenir (Côte d'Ivoire)*
- *Observatoire congolais des droits de l'Homme (République du Congo)*
- *Observatoire Ivoirien pour la gestion durable des Ressources Naturelles (Côte d'Ivoire)*
- *Organization for Justice, Peace and Equity in Africa - Organisation pour la justice, la paix et l'équité en Afrique*
- *Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (République du Congo)*
- *Réseau des Acteurs du Développement Durable (Cameroun)*
- *Réseau des jeunes pour le développement (Côte d'Ivoire)*
- *Réseau des Organisations de la Société Civile pour le Développement du Tonkpi (Côte d'Ivoire)*
- *Sauvons La Foret Ivoirienne (Côte d'Ivoire)*
- *Social Entrepreneurs for Sustainable Development - Entrepreneurs sociaux pour le développement durable (Liberia)*
- *Union pour l'Emancipation de la Femme Autochtone (RD Congo)*
- *Walk and Talk to Change - Marcher et parler pour changer (Côte d'Ivoire)*

Amérique:

- *Agrupación Biosfera - Groupement Biosphère (Chili)*
- *Asociación Americana de Juristas - Association américaine des juristes*
- *Asociación de desplazados de Peñas Coloradas - Association des personnes déplacées de Peñas Coloradas (Colombie)*
- *Asociación de esposas de desaparecidos del río Naya - Association des épouses des disparus de la rivière Naya (Colombie)*
- *Asociación de mujeres víctimas de la zona carbonífera del departamento del Cesar - Association des femmes victimes de la zone houillère du département de Cesar (Colombie)*
- *Boreal Action – Action boréale (Canada)*
- *Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo SJ" - Centre de documentation sur les droits de l'homme "Selon Montes Mozo SJ" (Equateur)*
- *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz - Commission inter-églises Justice et Paix*
- *Comité Juvenil Cultural San Francisco - Comité culturel des jeunes de San Francisco (Colombie)*
- *Consejo de Investigaciones en Desarrollo - Conseil de recherche pour le développement (Guatemala)*
- *Corporación Sin Olvido - Société Sans Oublier (Colombie)*
- *Earthday (Etats-Unis)*
- *Espacio Humanitario Puente Nayero - Espace humanitaire Puente Nayero (Colombie)*
- *Espaço Feminista - Feminist Space (Brésil)*
- *Familiares de desaparecidos del corregimiento la Sonora - Relatives of the disappeared from the corregimiento La Sonora (Colombie)*
- *FASE - Solidariedade e Educação - Solidarité et Education (Brésil)*
- *Fundación La Hendija, Unidad de Vinculación Ecologista - Fondation La Hendija, Unité de liaison écologiste (Argentine)*
- *Fundación Ríos de Paz y Reconciliación - Fondation Rivière de la paix et réconciliation (Colombie)*
- *Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas - Institut brésilien d'analyse sociale et économique (Brésil)*
- *Grupo de Investigaciones sobre la Amazonia - Groupe de recherche Amazon (Vénézuéla)*
- *Grupo de Trabajo sobre Asuntos Geográficos - Groupe de travail sur les questions géographiques (Vénézuéla)*
- *Instituto de Estudos Socioeconômicos - Institut d'études socio-économiques (Brésil)*
- *Movimento dos Atingidos por Barragens - Mouvement des personnes affectées par les barrages (Brésil)*
- *Movimiento de Afectados por Represas en Latinoamérica - Mouvement des personnes affectées par les barrages en Amérique latine*
- *National Wildlife Federation - Fédération nationale de la faune (Etats-Unis)*
- *Natural Resources Defense Council - Conseil de défense des ressources naturelles (Etats-Unis)*
- *Puerto Torres Displaced Persons Association - Association des personnes déplacées de Puerto Torres (Colombie)*
- *Red de Amigas y Amigos por Cerro Seco - Réseau d'amis du Cerro Seco (Colombie)*
- *Resguardo Humanitario Biodiverso Unión Agua Clara - Réserve Humanitaire de Biodiversité Union Agua Clara (Colombie)*
- *Resguardo Siona Buenavista (Colombie)*
- *Root & Branch News - Nouvelles de la racine et de la branche (Etats-Unis)*
- *Terra de Direitos - Terre de droits (Brésil)*
- *Universidad de Paz - Université de la paix (Colombie)*

Ásia e Oceânia:

- *Aidenvironment (Indonésia)*
- *Association For Promotion Sustainable Development - Association pour la promotion du développement durable (Inde)*
- *Center for Development Programs in the Cordillera - Centre de programmes de développement de la Cordillère (Philippines)*
- *Centre of Research & Development in Upland Area - Centre de recherche et développement dans la région des hautes terres (Vietnam)*
- *Cohesion Foundation Trust - Trust de la Fondation Cohésion (Inde)*
- *Community Resource Centre Foundation - Fondation du centre de ressources communautaires (Thaïlande)*
- *Environment East Gippsland inc (Australie)*
- *Forest Watch Indonésia (Indonésia)*
- *Global Geografi Indonésia - Géographie globale de l'Indonésia (Indonésia)*
- *Jaringan Pemantau Independen Kehutanan - Réseau de surveillance indépendant des forêts (Indonésia)*

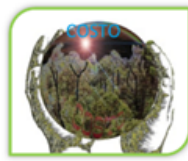
- *JURnaL Celebes – Journal de Celebes (Indonésie)*
- *Kaharingan Institute - Institut Kaharingan (Indonésie)*
- *Kaoem Telapak (Indonésie)*
- *Link-AR Borneo (Indonésie)*
- *PADI (Indonésie)*
- *Pusaka (Indonésie)*
- *Sawit Watch (Indonésie)*
- *Serikat Petani Kelapa Sawit - Union des producteurs de palmiers à huile (Indonésie)*
- *Society for Responsible Design Inc - Société pour la conception responsable inc. (Australie)*
- *The Institute for Ecosoc Rights - L'Institut pour les droits Ecosoc (Indonésie)*
- *The Institute for Policy Research and Advocacy - L'Institut de recherche sur les politiques et de plaidoyer (Indonésie)*
- *Tropical Forest Foundation - Fondation des forêts tropicales (Indonésie)*
- *Uno itam (Indonésie)*
- *Yayasan FORTASBI Indonésie - FORTASBI Fondation Indonésie (Indonésie)*
- *Yayasan Intsia di Tanah Papua - Fondation Intsia en Papouasie (Indonésie)*

Europa:

- *Aitec (France)*
- *Aktion Sodis e.V. (Allemagne)*
- *Amazon Rebellion (Royaume Uni)*
- *ARA (Allemagne)*
- *Asociación Cultural Brasileña Maloka – Association culturelle brésilienne Maloka (Espagne)*
- *Asociación para la Recuperación del Bosque Autóctono - Association pour la récupération de la forêt indigène (Espagne)*
- *Association of Ethical Shareholders Allemagne - Association des actionnaires éthiques Allemagne (Allemagne)*
- *ATTAC (France)*
- *Biofuelwatch (Royaume Uni /Etats-Unis)*
- *Canopée (France)*
- *Centar za životnu sredinu - Amis de la Terre Bosnie-Herzégovine (Bosnie-Herzégovine)*
- *Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional - Centre d'études rurales et d'agriculture internationale (Espagne)*
- *Centre for Indigenous Peoples - Centre pour les peuples autochtones (Pays Bas)*
- *CIDSE (Belgique)*
- *CIR e.V. (Allemagne)*
- *Coletivo pelos Direitos no Brasil - Collectif pour les droits au Brésil (Espagne)*
- *Congregation of the Sisters of Mercy Northern Province - Congrégation des Sœurs de la Miséricorde Province du Nord (Irlande)*
- *Corporate Justice Coalition - Coalition pour la justice des entreprises (Royaume Uni)*
- *Ecologistas en Acción - Écologistes en action (Espagne)*
- *Environmental Action Allemagne - Action environnementale Allemagne (Allemagne)*
- *Europe Beyond Burning - L'Europe au-delà de la combustion*
- *European Coordination Via Campesina - Coordination Européenne Via Campesina*
- *Fair Trade Advocacy Office - Bureau de plaidoyer fair trade (Belgique)*
- *Focus Association for Sustainable Development - Focus Association for Sustainable Development (Slovénie)*
- *Forests of the World - Forêts du monde (Danemark)*
- *Forum Ökologie & Papier - Forum Ecologie & Papier (Allemagne)*
- *Fresh Eyes (Royaume Uni)*
- *Fridays For Future Suède (Suède)*
- *Friends of the Earth Europe – Les amis de la Terre Europe (Belgique)*
- *Human Rights International Corner - Coin international des droits humains (Italie)*
- *Igapo Project (France)*
- *Institute for Ecology and Action Anthropology - Institut d'écologie et d'anthropologie de l'action (Allemagne)*
- *Luonto-Liitto - Association Nature (Finlande)*
- *Milieudefensie – Les amis de la terre Pays Bas (Pays Bas)*
- *Neuer Weg Association - Association Nouvelle Voie (Roumanie)*
- *Observatori DESC (Espagne)*
- *Polish Ecological Club - Club écologique polonais (Pologne)*
- *Protect The Forest - Protégez la forêt (Suède)*
- *Quercus (Portugal)*
- *Rainforest Foundation Norway (Norway)*
- *Rainforest Foundation UK (Royaume Uni)*
- *Rainforest Rescue e.V. (Allemagne)*
- *ROBIN WOOD e.V. (Allemagne)*
- *Save Estonia's Forests - Sauvez les forêts d'Estonie (Estonie)*
- *Society for Threatened Peoples Switzerland - Société pour les peuples menacés Suisse (Suisse)*
- *Soldepaz.Pachakuti (Espagne)*
- *SOMO (Pays Bas)*
- *Sport and Sustainability International - Sport et développement durable International (Suisse)*

- SÜDWIND e.V. (Allemagne)
- Swedish Society for Nature Conservation - Societé suédoise pour la conservation de la nature (Suède)
- The Greens Movement of Georgia / Friends of The Earth Georgia - Le Mouvement des Verts de Géorgie (Géorgie)
- Universidad de Barcelona - Université de Barcelone (Espagne)
- Vredesactie - Action Paix (Belgique)
- Werkstatt Ökonomie - économie d'atelier (Allemagne)
- Wervel (Belgique)
- WithdrawTheCAP
- Women Engage for a Common Future - Les femmes s'engagent pour un avenir commun (Pays Bas)
- Zentrum für Mission und Ökumene - Nordkirche weltweit - Centre pour la mission et l'œcuménisme - North Church worldwide (Allemagne)
- ZERO - Associação Sistema Terrestre Sustentável - Association du système terrestre durable (Portugal)







FORESTS OF THE WORLD.ORG

föp

FRESH EYES
PEOPLE TO PEOPLE TRAVEL



Friends of the Earth Europe



milieudefensie
Friends of the Earth Netherlands



Neuer Weg

OBSERVATORI
DESC



SKYDDA SKOGEN

RAINFOREST FOUNDATION UK

ROBIN WOOD

Rainforest Foundation Norway



Social Entrepreneurs for Sustainable Development



Quercus
Associação Nacional de Conservação da Natureza

SOMO



Swedish Society for Nature Conservation

UNIVERSITAT DE BARCELONA



Friends of the Earth Georgia



WÖK
Werkstatt Ökonomie

WERVEL

WITHDRAW THE CAP

ZENTRUM FÜR MISSION UND ÖKUMENE
Nordkirche weltweit

ZERO
associação sistema terrestre sustentável